

"Nos armées garantissent la paix" dans Neues Deutschland (23 août 1968)

Légende: Le 23 août 1968, le quotidien communiste est-allemand Neues Deutschland soutient l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie comme un signe de solidarité envers le peuple tchécoslovaque.

Source: Neues Deutschland. Zentralorgan der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands. 23.08.1968, Nr. 231. Berlin-Ost: Zentralorgan der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands. "Unsere Armeen sichern den Frieden", p. 1-2.

Neues Deutschland. Zentralorgan der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands. 23.08.1968, Nr. 231. Berlin-Ost: Zentralorgan der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands. "Unsere Armeen sichern den Frieden", p. 1-2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/nos_armees_garantissent_la_paix_dans_neues_deutschland_23_aout_1968-fr-d1be1cfb-7796-44c0-b7c4-78741b5a18cb.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Nos armées garantissent la paix

L'action de solidarité en faveur du peuple de la République tchécoslovaque, des camarades tchécoslovaques, qui ont engagé la lutte contre la contre-révolution dans leur pays, est une action en faveur du socialisme et une action en faveur de la paix en Europe.

Notre politique a en effet pour mission de garantir le développement du socialisme et de créer les meilleures conditions au développement de notre système social. Il s'agit avant tout de garantir la paix, de sécuriser les frontières de notre communauté socialiste. Autrement dit, le pilier qui supporte la paix en Europe est le pouvoir de la communauté socialiste, avant tout la force et le caractère inébranlable de l'Union soviétique. C'est dans la position adoptée face à l'Union soviétique qu'on voit comment quelqu'un se situe vis-à-vis du socialisme et de la paix.

Sécurité pour la paix et socialisme, tels sont les objectifs pourvus par notre politique de façon linéaire et cohérente. Les moyens qui sont mis en œuvre à cet effet correspondent aux nécessités du moment. Nous consolidons notre République de tous côtés sur le plan économique, politique, idéologique et militaire, afin d'être à la hauteur de toute situation. Nous nous trouvons à présent dans une situation où nous avons dû engager nos forces armées pour garantir la paix, comme ce fut le cas le 13 août, il y a sept ans.

Pourquoi cette situation était-elle devenue si grave? La garantie de la paix en Europe est menacée par le fait qu'un État européen, à savoir la République fédérale d'Allemagne, souhaite modifier le statu quo. C'est le but clairement affiché du gouvernement fédéral allemand. L'opposant a réussi à ouvrir une brèche politico-idéologique en République tchécoslovaque. Il y a trois semaines, après les négociations de Čierna et de Bratislava, on pouvait nourrir l'espoir que le PCT allait colmater cette brèche sans recourir à une assistance aussi importante et qu'il brimerait la contre-révolution. Mais le groupe d'hommes politiques irresponsables, dépourvus de tout principe et hostiles au parti, qui s'est emparé de la direction du parti a trahi les engagements de Bratislava. Les porte-parole de la propagande anticommuniste ont pu poursuivre leurs discours diffamatoires, les organisations contre-révolutionnaires ont pu continuer à développer leurs activités, la poursuite acharnée contre les loyaux communistes s'est renforcée et a même été organisée par des membres de la direction du parti. La combativité du PCT a été considérablement affaiblie. Les contre-révolutionnaires se sont entre-temps livrés à de vrais actes de gangstérisme, comme en témoigne l'enlèvement de M. Svestka, membre du comité directeur du parti et rédacteur en chef du journal «Rudé Právo».

Les camarades qui se sont tournés vers les pays frères pour leur demander de l'aide, ont déclaré ceci: «Cela a conduit à une situation dans laquelle les engagements issus de la déclaration de Bratislava ratifiée par les six partis frères ouvriers et communistes et également signée par les représentants de notre parti ont manifestement et systématiquement été bafoués». Dès lors, l'aide des partis frères s'est avérée nécessaire. Ceux-ci ont par conséquent défendu les engagements conclus à Bratislava.

Pour mesurer la signification de cette action en faveur de la paix, il faut s'imaginer ce qui aurait pu se produire si les choses avaient continué ainsi. Si la contre-révolution avait gagné, nous aurions eu à notre frontière sud un État n'appartenant pas à la communauté socialiste. Cela aurait ouvert une profonde brèche dans le front des pays socialistes face à l'ennemi des classes. Un jour, peut-être, l'OTAN se serait même étendue vers l'Est, jusqu'aux Carpates. Nous connaissons les militaristes ouest-allemands. De tels succès les auraient littéralement rendus fous de joie et poussés à tenter

d'autres aventures. Un glissement de la République tchécoslovaque dans le camp de l'impérialisme aurait signifié la guerre.

Une direction de parti et d'État socialiste qui aurait regardé une telle situation se développer sans réagir serait tout simplement irresponsable. Bien entendu, nous n'avons pas regardé sans bouger, nous avons agi. Dans la déclaration du Comité central, du Conseil d'État et du Conseil de ministres, on peut lire ceci: «Dans l'intérêt de leur sécurité, dans l'intérêt des peuples et de la paix dans le monde, les pays frères socialistes ne sont pas en mesure et n'ont pas le droit d'autoriser le détachement de la République tchécoslovaque de la communauté des États socialistes».

L'action des pays frères socialistes est un succès pour la question de la paix et du socialisme. C'est une sévère défaite pour les forces impérialistes agressives, et plus particulièrement pour l'impérialisme ouest-allemand. Quel objectif s'étaient fixés Strauß, Kiesinger et Brandt avec leur *Ostpolitik*? Ils voulaient saper l'ordre socialiste de l'intérieur, dissoudre le premier parti du pays ainsi que le pouvoir de la classe ouvrière et paysanne, exercer une influence toujours plus importante et finalement rétablir la suprématie de l'impérialisme. Ces derniers temps, ils ont à cet effet concentré leurs efforts sur la République tchécoslovaque. Ils ont connu quelques succès au début et ont eu grand-peine à ne pas laisser exploser leur joie haut et fort. Le 21 août, tout était terminé. L'*Ostpolitik* a volé en éclats. Brandt, revenu de vacances en urgence, se tenait tout penaud devant le micro et reconnaissait qu'il n'avait pas cru cela possible.

Les impérialistes organisent actuellement un concert de cris assourdissant qui durera certainement encore quelques semaines. Mais, à vrai dire, nous préférons encore entendre leurs hurlements de rage que leurs cris de triomphe. Cela ne nous étonne point que notre action pour la garantie de l'ordre socialiste en République tchécoslovaque et pour le maintien de la paix en Europe leur sert d'occasion pour leur campagne acharnée de dénigrement anticommuniste. Nous connaissons notre ennemi et savons à quelles réactions nous pouvons nous attendre de sa part.

Mais d'un autre côté, ce qu'un socialiste fera si le socialisme est menacé dans son propre pays ou dans un pays voisin est tout aussi prévisible. Il mettra toutes les forces en œuvre pour protéger le socialisme, pour défendre les frontières de la communauté socialiste vers l'extérieur, pour garantir la paix. Les nombreuses personnes qui n'ont pas encore compris cela se montrent étonnées par les actions des partis frères. Mais nos partis et nos États ne pouvaient absolument pas agir autrement. Il était de notre devoir internationaliste d'agir de la sorte. C'était pour nous la chose la plus évidente au monde.